



Appel à manifestation d'intérêt

RECRUTEMENT D'UN ASSISTANT TECHNIQUE DE GESTION DE PROJET CLIMAT DE
L'AUTORITE NATIONALE DESIGNEE (AND) DU FONDS VERT CLIMAT

Programme de préparation : Accélérer le financement et la mise en œuvre des priorités à faible émission de carbone et résilientes au changement climatique dans l'agriculture et l'énergie pour l'agriculture dans 23 pays africains.

Pays : Angola, Bénin, République centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Gabon, Guinée équatoriale, Eswatini, Guinée, Kenya, Liberia, Madagascar, Mali, Niger, Nigeria, Seychelles, Sierra Leone, Soudan du Sud, Soudan, Togo et Zambie.

Partenaire de livraison : Ernst & Young GmbH Wirtschaftsprüfungsgesellschaft (EY)

Entité de mise en œuvre : EY France

1. Introduction : Objet de la consultation

En tant que partenaire de livraison du Fonds vert pour le climat (FVC), EY supervise le programme de préparation. Intitulé « Accélérer le financement et la mise en œuvre des priorités sobres en carbone et résilientes au changement climatique dans l'agriculture et l'énergie pour l'agriculture dans les 23 pays africains », qui a été soumis et approuvé par le FVC.

Selon l'accord de subvention approuvé par le FVC, EY fournira les activités de PMC et assurera une partie de la mise en œuvre de ce programme Readiness.

A travers cette procédure, EY sélectionnera un consultant local pour dont les activités sont définies à la section 5 du présent document.

2. Contexte

La grande majorité des citoyens africains dépendent de l'agriculture de subsistance pour leur subsistance, qui a été considérablement handicapée par une économie difficile et un changement climatique aggravant. Il a été clairement observé que l'activité agricole et la productivité associée ont diminué en Afrique au cours des dernières décennies. Cela est dû en grande partie au fait que les pays africains ont été frappés plus récemment par une série de sécheresses liées au climat et d'invasions de criquets pèlerins. Au cours des deux dernières décennies, les pays africains ont fait des progrès significatifs dans la planification d'un développement résilient au climat et à faibles émissions de gaz à effet de serre pour relever les défis liés au climat. En tant que groupe de pays et continent les plus vulnérables au changement climatique, des efforts notables ont été mis en place par les gouvernements pour élaborer plusieurs plans, documents et cadres stratégiques, ainsi que des cadres institutionnels, visant à guider les voies socio-économiques vers le développement durable. en cette ère de crise climatique. À ce jour, la plupart des plans des pays ne parviennent pas à soutenir la préparation des pays à gérer les défis mondiaux actuels que sont le changement climatique et les ODD. Les urgences conflictuelles défont constamment la priorisation de l'agenda du changement climatique. Plus grave encore, ces plans doivent encore attirer des financements et des investissements à une échelle adéquate, de source nationale ou internationale, pour leur mise en œuvre. En conséquence, la mise en œuvre est à la traîne ; l'efficacité carbone diminue à mesure que l'intensité des émissions de GES augmente et que les populations ressentent plus que jamais les impacts du changement climatique.

Suivant une approche intégrée pour relever les défis ci-dessus, l'Initiative africaine d'adaptation (AAI) soutenue par 23 AND africaines du FVC pour lancer un programme régional panafricain pour aider les pays africains à renforcer les capacités durables nécessaires pour identifier, concevoir et développer interventions climatiques transformationnelles dans les secteurs de l'agriculture (production végétale) et de l'énergie pour l'agriculture. Le programme régional panafricain vise à soutenir les efforts des gouvernements des pays africains participants pour entreprendre la transition vers un développement à faibles émissions et résilient au changement climatique. Il cible l'agriculture et l'énergie pour les secteurs agricoles qui sont parmi les plus vulnérables au changement climatique, génère des émissions de GES tout en soutenant le développement économique. Bien que l'économie de ces pays soit diversifiée, le secteur agricole reste un secteur économique clé avec un pourcentage important de valeur ajoutée dans le PIB du pays (en moyenne 16% et jusqu'à 40% dans les pays ciblés). De plus, jusqu'à 70 % de la population totale de ces pays dépend de l'agriculture de subsistance.

Envisagé en 3 phases, le programme régional panafricain sera axé sur la réalisation de l'ensemble d'objectifs suivants :

- Fournir une évaluation individuelle du niveau de préparation de chacun des pays participants pour faire face au changement climatique et éclairer la préparation du plan de préparation spécifique à court, moyen et long terme ;
- Constituer un pipeline de projets dans les domaines de l'agriculture et de l'énergie pour l'agriculture ;
- Élaborer une stratégie de financement comprenant un instrument cible pour soutenir la mise en œuvre de la réserve de projets ;
- Soutenir les efforts de mobilisation des ressources pour le financement de 2-3 interventions climatiques transformationnelles aux niveaux régional et panafricain pour démontrer la viabilité de l'approche (intégration verticale des risques climatiques de la science à la politique et à l'investissement) et informer une approche modélisée pour attirer efficacement financement climatique à grande échelle.

La mise en œuvre de ce programme de préparation prévoit un plan en 3 phases comme décrit ci-dessous :

- ***Phase 1 : Renforcement des capacités, évaluations des risques climatiques et intégration pour l'alignement des politiques.***
Évaluation des lacunes et des besoins des pays pour mieux comprendre le niveau de préparation des pays participants et éclairer le développement ultérieur des capacités ; renforcement de la NDA ; a renforcé la gestion des risques climatiques dans la programmation par pays grâce au développement d'outils de pointe ciblés pour permettre une analyse approfondie des risques climatiques pertinents en matière de politique et d'investissement, capable de soutenir la mobilisation du financement climatique.
- ***Phase 2 : Conception du pipeline d'investissements et des mécanismes de financement associés.***
Élaboration de notes conceptuelles à fort impact pour la constitution d'un pipeline de projets ambitieux et transformationnels ; structuration des deals pour mobiliser les investissements privés et renforcement des capacités et appui à la mobilisation du PPF.
- ***Phase 3 : Appui aux pays pour piloter les mécanismes de financement innovants pour les projets prioritaires et développement de la mobilisation des ressources à grande échelle en mobilisant à la fois le secteur public et le secteur privé.***
Élaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources à grande échelle ; pilotage d'instruments financiers innovants (obligations climat/résilientes et autres instruments) ; le renforcement des capacités dans les accords de financement pour répondre aux attentes de risque-rendement des investisseurs et mener les investissements climatiques au bouclage financier.

A noter : ce marché concerne la phase 1 uniquement.

Plusieurs facteurs déterminent la capacité de nombreux pays d'Afrique, qui représentent 2/3 des pays les moins avancés (PMA), à définir leurs besoins climatiques et à transformer leurs plans climatiques en projets prêts à l'investissement et évolutifs. La plupart des pays d'Afrique, sinon tous, sont piégés dans le paradoxe de l'investissement climatique, avec un énorme volume de financement disponible, un large éventail d'idées, de concepts et de projets climatiques développés au cours des dernières années, un besoin de dépenses, mais trop peu d'argent étant dépensé. Ce paradoxe est dû aux défis bien documentés, complexes et structurels qui ont prévalu.

Ceux-ci incluent :

- Le manque de substance et de spécificité dans le pipeline existant d'idées de projets et de notes conceptuelles (les idées de projets telles qu'incluses dans les Contributions Nationales Déterminées (NDC) et le Programme Pays (CP) du FVC sont à un niveau élevé (informations au niveau du programme) et pas bien informé par des informations factuelles dans de nombreux cas et aurait donc besoin de plus de détails
- Le niveau de développement économique et le contexte politique ;
- Le besoin d'environnements favorables et de processus d'atténuation des risques mieux adaptés ;
- Le besoin d'institutions plus fortes ;
- Le manque de marchés de capitaux nationaux disponibles ou profonds ;
- Le manque de facilités de liquidité en devises ;
- Le niveau de maturité des processus de décentralisation. En plus de ce qui précède, très souvent, les ministères du gouvernement central et les propriétaires de projets ont démontré des capacités techniques et des ressources limitées pour structurer, présenter et négocier les arrangements de projet appropriés avec les différentes parties prenantes et investisseurs potentiels.

Le programme régional panafricain de préparation s'efforcera de combler les principales lacunes dans tous les pays participants afin de mobiliser des financements climatiques à grande échelle, notamment la lutte persistante pour identifier et préparer des stratégies, des plans d'action et des idées de projets transformationnels sur le climat d'une part et traduire ces idées de projets en projets bancables d'autre part tout en catalysant et en attirant les flux de capitaux privés pour soutenir les actions climatiques. Ainsi, le programme panafricain de préparation régionale est conçu pour aider les pays participants à combler les lacunes identifiées présentées ci-dessus depuis la phase de création, y compris le renforcement des idées de projets NDC/CP en tenant compte des dernières informations factuelles jusqu'à la note conceptuelle. Développement durable, élaboration de propositions de financement et stratégie de mobilisation de financements climatiques durables dans les secteurs de l'agriculture (production végétale) et de l'énergie pour l'agriculture.

3. Contenu du programme de préparation

3.1. Objectifs et activités

Les activités du programme de préparation sont présentées ci-dessous et sont associées aux objectifs suivants :

Objectif 1 : Les pays disposent d'un solide système de coordination verticale pour l'intégration de la science du climat dans les politiques et pour garantir que les politiques agricoles sont alignées sur les exigences des CDN et de l'Accord de Paris.

Activité 1.1.1. Élaboration d'un plan de travail détaillé de la subvention de préparation

- Élaboration d'un plan de travail de subvention de préparation pour définir des jalons clairs pour chaque activité, y compris l'engagement des parties prenantes dans l'exécution des activités afin de permettre à toutes les parties (y compris les AND et les parties prenantes concernées) impliquées dans l'exécution de la subvention de préparation de suivre et planifier à l'avance ;
- Organisation de l'atelier initial dans chacun des pays participants pour valider le plan de travail (moyenne 200 personnes par pays) ;
- Fournir à l'AND 50 licences d'un outil collaboratif qui facilitera le travail des différents acteurs, améliorera leur communication, partagera les connaissances et archivera durablement les rapports.

Activité 1.1.2. Évaluation des lacunes

- Évaluation du niveau de préparation de chaque pays pour faire face au changement climatique par le biais d'institutions et de systèmes nationaux solides. Cette évaluation prendra en considération le soutien reçu pour la préparation du FVC et les soutiens non liés au FVC sur le renforcement des capacités institutionnelles dans chaque pays, identifiera les principales lacunes, les obstacles et les besoins en capacités qui doivent être abordés, notamment en ce qui concerne l'arrangement institutionnel pour la mise en œuvre de l'adaptation au changement climatique. Stratégies et actions dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie pour l'agriculture et élaborer une feuille de route pour combler les lacunes identifiées. L'évaluation comprendra un environnement propice, des politiques, des plans stratégiques liés au changement climatique.

Activité 1.1.3. Renforcement de la gouvernance et de l'architecture (à ne pas acheter)

- Série de consultations dirigées par la NDA avec les parties prenantes concernées dans chaque pays participant pour renforcer la gouvernance et éclairer l'évaluation des lacunes mentionnée ci-dessus.

Objectif 2 : (i) Les parties prenantes sont engagées dans des processus consultatifs pour l'élaboration d'un programme de transformation dans le secteur agricole afin d'informer la mise à jour de la NDC/CP et (ii) La politique climatique des pays et tous les modèles existants pour la production agricole dans le secteur agricole conformément au dernier GIEC scénarios passés en revue.

Activité 2.1.1. Méthodologie du dialogue politique

- La NDA a dirigé les consultations des parties prenantes sur les dialogues politiques et l'établissement de l'agenda des priorités climatiques de chaque pays pour soutenir la mise en œuvre de la proposition de préparation et pour éclairer l'évaluation et le processus d'examen mentionnés dans l'activité 2.2.1 ci-dessous.

Sous-résultat 2.2 État de préparation du pays à relever les défis du changement climatique dans les secteurs agricoles grâce à une science et une politique climatiques solides évaluées

Activités 2.2.1 : Une série de 2 formations spécialisées pour chaque pays

Cette activité se concentrera sur la mise en place d'actions consultatives transversales concernant les capacités institutionnelles, y compris le renforcement de la coordination nationale pour soutenir la mise en œuvre efficace du programme et un atelier d'examen des politiques. Ces activités consultatives transversales comprendront :

- Une série de consultations dirigées par la NDA ;
- 2 formations techniques spécialisées (15 personnes chacune) sur l'utilisation et l'application du modèle :
 - Pour les données climatiques - le consultant devra utiliser ERA-5 pour le climat actuel et les modèles climatiques régionaux corrigés des biais pour les projections des scénarios RCP4.5 et RCP8.5. Les analyses sont effectuées à l'aide d'un ensemble de cinq modèles. Dès qu'ils seront disponibles, l'équipe fournira les sorties CMIP6 RCM.
 - Pour la modélisation économique - le consultant devra utiliser un modèle le plus récent publié dans une revue scientifique de premier plan en économie du développement (comme « World Development » ou tout modèle comparable) qui permettrait une interprétation et une projection fines des impacts économiques du changement climatique aux niveaux national et sous-national.
- 1 dialogue d'examen des politiques pour le secteur agricole (200 personnes) pour présenter les résultats de l'évaluation et valider l'analyse afin de garantir l'alignement des politiques à un large éventail de parties prenantes, y compris les ministères, les communautés, les entreprises publiques et privées, la chambre de commerce, la société civile etc. Cet atelier sera l'occasion de diffuser les résultats du projet jusqu'à présent et de recueillir des recommandations plus larges des parties prenantes concernant la révision des priorités climatiques dans le secteur agricole conformément au programme d'examen des politiques du secteur agricole du pays.

Activités 2.2.2 : Évaluations des risques dans les secteurs ciblés pour identifier les besoins d'alignement des politiques avec les CDN et l'Accord de Paris

Cette activité effectuera une évaluation des risques dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie agricole (approche intersectorielle axée sur les systèmes de culture interdépendants dans le secteur agricole et la consommation d'énergie connexe) et sur l'examen et l'examen des principales politiques nationales agricoles à la lumière des profils climatiques mis à jour. y compris les politiques perverses.

Cette activité réalisera également la modélisation des évaluations d'impact macroéconomique et des risques sectoriels associés au changement climatique. L'objectif général sera d'identifier les lacunes de la politique climatique et de concevoir des solutions alignées sur les CDN et l'Accord de Paris.

Activités 2.2.3 : Dialogue sur l'examen des politiques

Cette activité présentera les conclusions de l'activité 2.1.1 pour le secteur agricole de chaque pays et évaluera les exigences politiques nécessaires pour faire face aux risques climatiques identifiés et aux lacunes politiques dans le secteur agricole (production agricole en synergie avec l'énergie pour l'agriculture) 200 personnes par pays

Objectif 3 : Des cadres stratégiques pour combler les lacunes en matière de science climatique et de politiques pour le secteur agricole sont élaborés/mis à jour pour éclairer la mise à jour du NDC/CP. Le cadre existant sera mis à jour compte tenu des derniers développements scientifiques, en particulier du rapport spécial 1.5 du GIEC.

Activité 2.3.1 Identification initiale des notes d'idées de projet (à ne pas acheter)

- Identification initiale des notes d'idées de projet sur la base des évaluations des risques avec un accent particulier sur les projets qui peuvent être reproduits à l'échelle des pays participant à l'initiative.

Activité 2.3.2 Hiérarchisation des projets (pas d'approvisionnement)

- Prioriser les idées de projets identifiées pour faire émerger les projets les plus matures pour une mise en œuvre à court terme.

Activité 2.3.3 Inventaire et cadre mis à jour pour la phase 2 (ne pas acheter)

- Bilan et cadre mis à jour pour la phase 2 axée sur le développement du pipeline.

4. Livrables attendus

Les livrables attendus dans le cadre de ces termes de références sont les suivants :

Activité liée	Chronologie	Mois
• <u>D.1</u>	Présentation pour l'atelier initial (1 par pays) Activité 1.1.1	M3
• <u>D.2</u>	Confirmation de participation à l'atelier initial (1 par pays) Activité 1.1.1	M3
• <u>D.3</u>	Intrants macro-économiques pour chaque pays Activité 1.1.2	M4
• <u>D.4</u>	Intrants macro-économiques pour chaque pays Activité 2.1.1	M5
• <u>D.5</u>	Premier rapport de formation pour chaque pays Activité 2.2.1	M4
• <u>D.6</u>	Deuxième rapport de formation pour chaque pays Activité 2.2.1	M5
• <u>D.7</u>	Rapport d'évaluation des risques pour chaque pays Activité 2.2.2	M8
• <u>D.8</u>		

- Report sur le dialogue politique qui inclura les apports macroéconomiques, les contraintes politiques nationales et les orientations ainsi que les options d'atténuation des risques climatiques conformément à l'activité 2.2.3 M10
- D.9
Contribution préliminaire pour fournir l'évaluation des risques climatiques et les solutions à développer pour l'atténuation des risques qui conduiront à l'identification des idées de projet Activité 2.3.1 M8
 - D.10
Mémoire vérifiant si la méthodologie de priorisation répondra à l'objectif d'atténuation des risques Activité 2.3.2 M12

M0 : Date estimée : 30 mars 2022

5. Termes de référence

5.1 Données générique

Titre du poste : Assistant administratif et de gestion de projet de l'AND Fonds Vert pour le Climat (FVC)

Type de contrat et grade : Contrat individuel

Lieu : Antananarivo, Madagascar, au sein de l'AND, auprès du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

Durée : Douze (12) mois à temps plein.

Date limite de candidature : 02 mai 2022 à 12h00 (heure de Madagascar)

Date estimative de démarrage : Mai 2022

5.2 Principales tâches :

Sous la supervision du point focal, l'assistant technique et de gestion de projet (FVC) effectuera les tâches suivantes en relation avec les activités de la Readiness:

- Organiser la logistique des ateliers et des formations ;
- Assurer la liaison entre l'AND et les différentes parties prenantes nationales ;
- Assurer le traitement de l'ensemble des flux administratifs entrant et sortant ainsi que la gestion des archives et de la documentation du projet ;
- Apporter un soutien dans le suivi du projet et la réalisation d'enquêtes et sondages aux fins de l'amélioration continue des performances ;
- Assurer la liaison administrative et technique avec EY et AND;
- Contribuer aux ateliers et formations, et rédiger les rapports d'ateliers ;
- Préparer le discours, l'invitation, la liste des destinataires, les termes de référence ainsi que tout autres documents nécessaires pour les diverses activités du projet et examiner les rapports des consultants et fournir des conseils au besoin ;
- Fournir un appui technique à la sélection des consultants ;
- Fournir une assistance technique au dialogue et à la communication avec les différentes parties prenantes ;
- Travailler avec EY sur le reporting des activités du projet ;
- Apporter un soutien technique à la mise à jour et à l'animation du site internet de l'AND ;
- Travailler en étroite collaboration avec les consultants externes sur la mise en œuvre des activités ;

- Assister le Point Focal dans la supervision de toutes les activités managériales ;
- Effectuer toute autre tâche assignée par le point focal.
- Fournir un appui à l'analyse d'écart et des besoins du pays pour comprendre leur état de préparation au changement climatique et guider le développement des capacités ;
- Identifier les besoins en renforcement des capacités de l'AND ;
- Développer des pour renforcer la gestion des risques climatiques permettant leur analyse en matière de politique et d'investissements et de soutenir la mobilisation du financement climatique.

5.3 Résultats attendus

- Support efficace à l'organisation, à l'exécution, au reporting et à l'évaluation des activités de la Readiness AAI
- Relai permanent entre EY et l'AND dans la mise en œuvre de la Readiness

5.4 Profil et compétences :

- Diplôme universitaire (au moins BAC+5) dans un domaine d'études pertinent (sciences économiques/gestion, changement climatique, sciences de l'environnement, hydrologie, ou domaine similaire) ;
- Avoir au minimum 5 années d'expérience professionnelle pertinente dans le financement et la coordination climatique ;
- Connaissance/compréhension de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, des principaux secteurs touchés par les effets néfastes du changement climatique et des conventions et processus internationaux (y compris des processus de la CCNUCC) ;
- Bonne connaissance des procédures du FVC ;
- Une expérience dans la finance verte constitue un atout ;
- Une expérience dans la gestion d'équipes est souhaitable ;
- Maîtrise de l'anglais et du français et excellente compétence rédactionnelle dans les deux langues.
- Excellentes compétences en communication et en relations interpersonnelles, y compris sensibilité culturelle. Capacité à animer des sessions de formation et à motiver les troupes ;
- Capacité à planifier, hiérarchiser et exécuter les tâches dans les délais impartis et à produire des résultats de qualité pour atteindre les objectifs établis ;
- Capacité à travailler en collaboration avec les membres de l'équipe et de multiples parties prenantes à différents niveaux ;
- Capacité reconnue à travailler efficacement dans des situations et des conditions de stress extrême ;
- Excellentes capacités d'analyse.
- Une bonne expérience dans la passation des marchés ;
- Excellentes compétences en communication et en relations interpersonnelles ;
- Capacité à travailler en collaboration avec les membres de l'équipe et de multiples parties prenantes à différents niveaux ;
- Capacité reconnue à travailler efficacement dans des situations et des conditions de stress extrême ;
- Excellentes capacités d'analyse ;
- Maîtrise des principaux outils de traitement de textes et de calculs, internet, logiciels de télétravail.

5.5. Dépôt de candidatures

Dossiers de candidature composés de lettre de motivation et CV à déposer au Bureau National des Changements Climatiques et de la REDD+, Nanisana, Iadiambola, et à envoyer au courrier électronique suivant : t.manankasina@yahoo.fr avec copie aux : niainarvh@gmail.com et mialisoa_lalaina@yahoo.fr au plus tard le lundi 02 mai 2022 à 12h00 (heure de Madagascar) avec la mention « ASSISTANT TECHNIQUE DE GESTION DU PROGRAMME READINESS AAI »